
L'agriculture du Kurdistan irakien

Entre destruction et reconstruction

Yann Walliser



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9281>

DOI : 10.4000/etudesrurales.9281

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 29 mars 2010

Pagination : 133-148

Référence électronique

Yann Walliser, « L'agriculture du Kurdistan irakien », *Études rurales* [En ligne], 186 | 2010, mis en ligne le 11 mars 2013, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9281> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.9281>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Tous droits réservés

L'agriculture du Kurdistan irakien

Entre destruction et reconstruction

Yann Walliser

- 1 LE 27 JANVIER 2009, à Erbil, le KRG (Kurdistan Regional Government) annonçait un plan stratégique de développement agricole. L'objectif était de parvenir à la sécurité alimentaire¹ dans les cinq années à venir grâce à une politique orientée vers l'autosuffisance alimentaire². En dépit du Système de distribution publique (SDP) mis en place en 1995 par la résolution 986 de l'ONU, et repris par le KRG³, le niveau alimentaire de la population restait largement insuffisant⁴. Les 58 % de fruits et légumes importés et proposés sur les marchés permettaient aux citoyens d'être moins malnutris que les villageois. Et les insuffisances constatées dans les zones rurales, auxquelles s'ajoutaient, d'une part, les destructions provoquées par le régime irakien depuis les années 1970 [Kutschera 2005] et, d'autre part, les sanctions internationales [Graham-Brown 2000], rendaient le plan du KRG ambitieux, voire irréalisable.
- 2 Mais est-ce vraiment le cas ? Quels sont les atouts du Nord irakien ? Comment le Kurdistan irakien pense-t-il atteindre l'autonomie alimentaire ?
- 3 Les capacités de production agricole étaient déjà au centre des délibérations qui, en 1925, avaient conduit à l'intégration définitive de l'ancien vilayet ottoman de Mossoul à l'Irak, alors sous mandat britannique. Les diplomates britanniques justifiaient ce rattachement par le potentiel agricole des terres de ce vilayet et par une volonté d'assurer la viabilité alimentaire du pays [Jmor 1995].
- 4 De nos jours, le Kurdistan irakien concentre à lui seul 48 % des terres cultivées, et ce pour une surface représentant 9 % du territoire irakien et habitée par 13 % des Irakiens [Pellett 2003]. Cette densité de terres fertiles tient principalement à la géographie et à la topographie des lieux. En effet, son climat – influencé par les courants méditerranéens et par la présence de montagnes orientées d'ouest en est – favorise des cultures hivernales arrosées par les pluies. En été, l'abondance des rivières et des sources – coulant essentiellement dans les vallées et les vallées encastrées – compense la forte évapotranspiration des cultures. Ce potentiel agricole s'ajoute au fait que 8,3 % de la population travaillent encore la terre⁵ et que la culture économique du Kurdistan irakien est historiquement basée sur l'agriculture et l'échange [van Bruinessen 2000].

C'est ce qui explique que le KRG ait qualifié ce secteur de « colonne vertébrale »⁶ de l'économie de la région. C'est ce qui rend également le plan de développement agricole plausible. L'autosuffisance alimentaire, le retour des populations déplacées et le coût du SDP7 constituent en effet les principaux enjeux de ce plan.

- 5 Nous appuyant sur un travail de terrain, effectué entre mars et mai 2009 dans le gouvernorat de Sulaymaniya, et sur des sources secondaires, nous montrerons, dans une première partie, comment le tissu rural a évolué depuis la fin de la lutte pour l'autonomie – lutte qui avait débuté en 1961 et s'était terminée par la signature des accords d'Alger en 1975 [Luizard 2004]. La reprise en main de la région par le gouvernement central a permis d'y appliquer la réforme agraire baasiste. C'est à cette époque que les tensions entre l'Irak et ses voisins se sont amplifiées jusqu'à déboucher sur la guerre Iran-Irak, sur l'*Anfal* (génocide kurde) et sur l'invasion du Koweït. Ces événements ont eu pour conséquences l'autonomie régionale, l'embargo international et l'invasion américaine de 2003.
- 6 Dans une deuxième partie, nous essaierons de comprendre comment le KRG envisage de parvenir en 2014 à l'autonomie alimentaire. Pour ce faire, nous avons interviewé des agriculteurs et des représentants de l'administration locale. Tous les entretiens ont été menés de manière semi-directive, suivant quatre temps forts – les accords d'Alger et la réforme agraire de 1975 ; la guerre Iran-Irak ; l'autonomie ; la reconstruction – et suivant quatre axes principaux – l'accès aux champs ; les difficultés de production ; l'accès aux marchés ; les aides ou obstacles mis en place par le gouvernement⁸.
- 7 Dans une troisième partie, nous dresserons un premier bilan des aides à la reconstruction rurale proposées par le KRG.

Du grenier à blé irakien à la dépendance alimentaire

- 8 En 1975, le Kurdistan irakien produisait 45 % du blé du pays [Stansfield 2003]. Or, cette même année, visant à régler le contentieux frontalier entre l'Iran et l'Irak, les accords d'Alger interdirent l'accès sur 5 à 30 kilomètres des zones jouxtant les frontières respectives de ces deux pays. De nombreuses terres fertiles ne purent ainsi être exploitées, et 450 000 à 600 000 habitants des zones frontalières des trois gouvernorats de l'actuel Kurdistan irakien (Dohuk, Sulaymaniya, Erbil) furent déplacés dans des villages collectifs, appelés aussi villages-centres [Brié 2006]⁹. De plus, la politique d'arabisation menée par le gouvernement baasiste, dont le but était de compenser, dans certaines régions sensibles, la faiblesse démographique de la minorité sunnite face aux Chiites et aux Kurdes, avait conduit, entre 1969 et 1971, à expulser vers l'Iran les Kurdes Fayli (chiïtes). Ces deux processus dépeuplèrent les zones frontalières avec l'Iran [Brié 2006] et réduisirent la proportion des Kurdes dans les régions riches en pétrole et dans les zones de conflit (Kirkuk, Khaniqin, Zakho)¹⁰.
- 9 Après avoir repris le contrôle de la région, le parti Baas imposa sa réforme agraire de 1970 qu'il prolongea avec la loi no 90 de 1975. Évoluant très rapidement vers la collectivisation des terres, le régime infléchit cette loi en vue de créer un salariat rural. Aussi, et notamment grâce à la loi no 53 de 1976 portant sur l'unification des différentes catégories de terres appartenant à l'État, la propriété de l'État recouvrit 99,2 % de l'ensemble du territoire agricole. Dès lors, le registre foncier reconnut uniquement des droits d'usage (appelés *tapu*¹¹, *lazma*¹² ou *miri sirf*¹³), ne conférant plus

à leurs bénéficiaires qu'un droit de jouissance ou droit de possession (*tasaruf*)¹⁴. Les 0,8 % restants continuèrent de relever de la propriété privée (*mulk*) [Ishow 2003].

- 10 La guerre Iran-Irak (1980-1989) accrut les déplacements de population, et la campagne de l'*Anfal* arracha les habitants de la région à leurs terres. Dans les quatre dernières années de la guerre et dans les années qui suivirent, pour réduire à néant le soutien que les villageois apportaient aux *peshmergas* (combattants kurdes), le gouvernement de Bagdad lança une série d'attaques dans les zones rurales du Kurdistan irakien. Celles-ci atteignirent leur paroxysme entre 1988 et 1989. Selon Chris Kutschera [2005], la destruction systématique de 4 500 villages, l'utilisation d'armes chimiques et le déplacement de plus de 1,5 million de personnes firent des villageois des exilés sur leurs propres terres. L'*Anfal* rasa 90 % des villages et fit 180 000 victimes¹⁵. La couverture céréalière¹⁶ chuta de 36 % entre 1980 et 1989. Et la brutalité des actes perpétrés lors des cinq dernières années de cette destruction de la vie rurale kurde se répercuta sur la couverture hivernale des champs, qui chuta à son tour de 56 % entre 1984 et 1989¹⁷.
- 11 Le 2 août 1990, au bord de la banqueroute, le gouvernement irakien envahit le Koweït afin de forcer le petit émirat à respecter les quotas de l'OPEP et à payer sa dette [Luizard 2004]. De rempart de l'Occident qu'il était face à la déferlante islamiste, Saddam Hussein devint alors un « monstre » soumis à un embargo imposé par le Conseil de sécurité de l'ONU [Kutschera 2005]. Appliqué à partir du 6 août 1990 (résolution 661 de l'ONU), cet embargo était en principe une punition temporaire pour répondre à l'invasion irakienne du Koweït. Le 17 janvier 1991 débuta l'opération « Tempête du désert ». Elle s'acheva le 28 février 1991 avec la libération du Koweït et le cessez-le-feu unilatéral des forces internationales. Dès le 28 février, 14 des 18 gouvernorats irakiens entrèrent en rébellion [Jabar 2005]. À peine libérés du front koweïtien, les corps d'élite et les forces aériennes irakiennes se recentrèrent sur les fronts internes, et, le 31 mars, Erbil, future « capitale » du Kurdistan irakien, tomba [Jabar 2005]. Hantés par le spectre de l'*Anfal*, 2 millions de Kurdes se dirigèrent alors vers la Turquie et l'Iran.
- 12 Le Conseil de sécurité de l'ONU rédigea, le 5 avril 1991, la résolution 688, qui exigeait de l'Irak l'arrêt des répressions et, pour les organisations humanitaires, la liberté d'accès. Cette résolution sauva la population du Kurdistan irakien et invita les États membres et les ONG à participer à l'effort logistique¹⁸. Le 10 avril, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Turquie lancèrent l'opération « Provide Comfort » interdisant aux forces irakiennes le survol de la zone au nord du 36^e parallèle et créant une aire de sécurité le long de la frontière turque. Cette opération permit le retour des réfugiés, favorisa l'acheminement de l'aide humanitaire et protégea la population des répressions du gouvernement central. Selon Peter Pellett [2003], en dépit du programme de rationnement mis en place par le Ministère du commerce irakien à la suite de l'autorisation d'importer des fournitures médicales et des produits alimentaires, le mandat de six mois renouvelables de la résolution 661 et des suivantes ne permit guère de s'attaquer aux causes « sous-jacentes » et « fondamentales »¹⁹, ce qui aurait sans doute permis d'atténuer les effets des guerres et des sanctions sur les habitants les plus démunis.
- 13 Au lendemain de l'invasion du Koweït, ayant constaté l'utilisation d'armes non conventionnelles et soupçonnant l'Irak de chercher à acquérir des matériaux en vue d'un programme d'armement nucléaire, le Conseil de sécurité de l'ONU promulgua, le 3

avril 1991, la résolution 687²⁰. Cette dernière modifiait les sanctions en les orientant vers la neutralisation des armes de destruction massive et simplifiait les mécanismes de contrôle des importations. Ce qui transforma des sanctions temporaires en un combat de longue haleine, qui déboucha sur l'invasion de l'Irak en 2003. Le 18 octobre 1991, Bagdad retira du Kurdistan irakien ses services administratifs et y imposa un embargo national. Dès lors, hormis Kirkuk, Sinjar et Khanaqin, contrôlées par les Kurdes, tout le Nord irakien fut frappé d'un double embargo.

- 14 La nouvelle autonomie kurde acquise grâce à l'interdiction de survoler la zone au nord du 36^e parallèle et au retrait de l'administration de Bagdad donna lieu à une lutte pour le pouvoir entre les dirigeants des deux principaux partis kurdes. Afin de régler ce différend, des élections présidentielles furent organisées le 19 mai 1992. Insatisfait des résultats, Jalal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), déclara illégale la victoire, à 47,03 % des voix, de Massoud Barzani, du Parti démocratique kurde (PDK)²¹. Dès lors, la région se scinda en deux zones d'influence : l'UPK était prépondérante dans l'est du Kurdistan irakien et le PDK contrôlait le Nord-Ouest. La lutte pour le pouvoir régional, cumulée aux revenus du pétrole irakien transitant par Khabur, zone maîtrisée par le PDK, provoqua une guerre civile, qui, entre 1994 et 1996, fit entre 4 000 et 5 000 morts, déplaça 140 000 personnes et détériora les échanges entre les deux zones [de Postis 2003 ; Bozarslan 2005]. Le 17 septembre 1998, l'accord de Washington scella la paix intrakurde mais pas l'unification administrative [Kutschera 2000].
- 15 D'un point de vue démographique, cette période fut marquée par l'arrivée de 100 000 Kurdes venant des zones contrôlées par le gouvernement irakien et soumises à une intense politique d'arabisation [Brié 2006]. D'un point de vue productif, le début des années 1990 permit à des ONG et à des organismes internationaux de reconstruire 2 800 villages et d'améliorer le système de purification de l'eau ainsi que le secteur de la santé [Stansfield 2003]. Les Kurdes regagnèrent ainsi les zones rurales, et les agriculteurs se remirent à exploiter leurs champs.
- 16 Toutefois, au Kurdistan irakien, bien qu'entre 1992 et 1995 la culture des tomates ait augmenté de 58 % et que les cultures d'hiver aient augmenté de 10 %, 590 000 personnes étaient toujours sous-alimentées [Stansfield 2003], et, en 1994, la mortalité infantile était encore de 90 ‰ [Graham-Brown 2000].
- 17 Fort de ce constat, le 14 avril 1995, le programme « Pétrole contre nourriture »²² (résolution 986 de l'ONU) délégua au Programme alimentaire mondial (PAM) le contrôle du SDP, le subventionnant grâce à la vente de pétrole²³. Selon Peter Pellett [2003], 13 % de cette manne financière furent attribués au nord de l'Irak et 53 % au reste du pays. À partir de 1996, date de l'entrée en vigueur de ce programme au Kurdistan irakien, la situation alimentaire s'améliora²⁴ alors que la production locale chutait pratiquement au niveau de 1989²⁵. La résolution 986 instaura la distribution des intrants agricoles et des semis fournis par la FAO. Elle permit aussi la réparation partielle du réseau routier, des infrastructures électriques, du système de santé et d'accès à l'eau.
- 18 Après l'invasion américaine du 17 mars 2003, la levée des sanctions le 22 mai (résolution 1483 de l'ONU), l'annulation de 80 % de la dette irakienne envers le Club de Paris et l'élaboration de la Constitution fédérale irakienne en 2005, les deux principaux partis kurdes unifièrent les administrations et sécurisèrent la région.

Des zones rurales à jamais transformées

- 19 L'observation de l'espace rural du Kurdistan irakien depuis 1975 fait ressortir trois événements majeurs qui ont modifié les capacités de production agricole de la région, à savoir la campagne d'arabisation menée par le parti Baas, les différentes guerres et l'*Anfal*.
- 20 Entre 1975 et 1989, l'écrasante majorité des villages disparut, et plus de 2 millions d'habitants furent relogés dans des villages-centres ou camps aménagés. Le regroupement de petits hameaux en plus grands centres d'habitation assura au gouvernement un meilleur contrôle de la population mais éloigna les agriculteurs de leurs champs. De plus, le gouvernement irakien renforça sa gestion des déplacements en déportant les populations vers des lieux précis et en s'appropriant leurs terres. Ainsi, la guerre Iran-Irak est considérée par Randy Schnepf [2003] comme la période la plus sombre pour ce qui est de l'anéantissement de la vie rurale. En effet, selon le KRG, de 1965 à 1987, la part de la population rurale est tombée de 66 % à 16 %. Dès 1991, et malgré la mise en place de gouvernements partisans, cet exode rural sera partiellement interrompu, voire inversé, comme le prouve l'augmentation de la couverture hivernale des champs et de la culture des tomates. Cependant, ce retour aux champs sera ralenti par la guerre civile, qui déplacera 140 000 personnes, créant une zone inhabitée entre les deux administrations. Cette guerre réduira les échanges de produits agricoles [de Postis 2003], ce que fera davantage encore le programme « Pétrole contre nourriture ».
- 21 Ainsi, en 2007, seuls 8,3 % de la population déclaraient travailler la terre. D'un point de vue structurel, les activités rurales s'organisaient autour de villages-centres et non plus autour de hameaux et villages, même si, entre 1991 et 1995, sur 4 500 villages détruits, 2 800 furent reconstruits [Stansfield 2003].
- 22 L'autonomie, la construction du nouveau gouvernement et les tensions entre les deux partis kurdes traditionnels attirèrent les employés agricoles vers les administrations et les milices. Cette centralisation partisane du pouvoir freina le retour, sur leurs terres, d'une partie des propriétaires terriens. Ceux qui retournèrent à l'agriculture eurent des difficultés à trouver des employés qualifiés. L'autonomisation progressive du Kurdistan irakien et le double embargo favorisèrent également, dès 1991, le développement d'une économie basée sur l'échange régional de pétrole, la contrebande et le clientélisme [Graham-Brown 2000]. Ce qui renforça le patronage des partis, créant un système proche du *makhzen* marocain²⁶. Par ailleurs, l'autonomie kurde et l'unification de l'administration régionale réduisirent le pouvoir de Bagdad sur la gestion du territoire et sur les politiques agricoles du Kurdistan irakien.
- 23 La résolution 687 et les suivantes permirent d'améliorer les conditions de vie de la population et de mettre en place les programmes de la FAO destinés à réhabiliter la capacité productive du secteur agricole. Associée aux avantages qu'offraient la contrebande, le clientélisme et les emplois dans l'administration, cette aide transforma l'économie régionale.
- 24 Somme toute, l'aide internationale apportée au Kurdistan irakien à partir de 1991 et, plus particulièrement, après 1995 contribua à stabiliser le changement de structure du tissu rural initié par Saddam Hussein, et ce en renforçant le pouvoir d'attraction des centres urbains ou des villages-centres et en diminuant la « cristallisation » du travail social agricole²⁷ par l'instauration, non ciblée, du programme « Pétrole contre

nourriture ». En réalité, deux types d'aides étaient en jeu – l'aide alimentaire et l'aide structurelle –, et les entretiens que nous avons réalisés montrent que les agriculteurs les différenciaient nettement. En imposant une concurrence déloyale aux producteurs locaux, l'aide alimentaire les poussa vers d'autres activités²⁸.

- 25 Cette distribution de nourriture était considérée comme « l'ennemie de l'agriculture »²⁹ en ce qu'elle diminuait les bénéfices potentiels des exploitations. De surcroît, elle créait une dépendance structurelle vis-à-vis des pays voisins et du gouvernement [Stansfield 2003] et réduisait la valeur que la population accordait au travail agricole.
- 26 Toutefois, l'aide de la FAO était diversement appréciée. Pour les officiels, elle avait stabilisé le secteur agricole grâce à l'apport d'intrants, à des campagnes de réparation des tracteurs et pompes à eau, et à l'organisation de campagnes de vaccination. Mais les agriculteurs déploraient, eux, que la FAO et le PAM n'aient pas eu assez de pouvoir au sein des instances internationales pour promouvoir la distribution des produits locaux. En règle générale, ils se montraient reconnaissants mais soulignaient que les petits agriculteurs avaient reçu moins d'aide que les grands³⁰. Les professeurs des écoles d'ingénieurs agricoles critiquaient, pour leur part, la qualité des produits importés et le fait que leur attribution ait été « polluée » par les réseaux du KRG, ce qui accroissait le phénomène partisan³¹.
- 27 Globalement, le manque de statistiques fiables et le « guidage à vue » de la résolution 986 ont débouché sur un mauvais calibrage de l'aide d'urgence [Stansfield 2003]. Les 13 % de la manne financière investis au Kurdistan irakien auraient pu être réduits si l'on avait recouru à des produits locaux. Ce qu'on peut dire, c'est que, en délaissant les zones les moins loyales envers les administrations et les plus éloignées géographiquement des centres urbains, cette résolution a structuré des administrations partisans [de Postis 2003]³².
- 28 Face à cela, comment le KRG, désormais unifié, pouvait-il réhabiliter la capacité productive de la région ?

Le KRG et le secteur agricole

- 29 Avant 2006, le Parlement du Kurdistan irakien avait concentré ses efforts sur le développement des zones urbaines³³, sur la mise en place d'un cadre légal concernant les gaz naturels et sur l'accessibilité aux services publics dans les villes. Il n'avait donc rien fait pour les agriculteurs. Malgré cela, la couverture hivernale avait augmenté de 72 % entre 1998 et 2006, ce qui montre que les agriculteurs et les investisseurs n'avaient pas attendu les mesures gouvernementales pour reconstruire ce secteur.
- 30 Dès 2007, le KRG avait promulgué trois lois relatives au régime foncier agricole³⁴. Avec les élections régionales de 2009 et la création d'un nouveau mouvement populaire – « Gorran » (« Changement ») –, la question de l'avenir des zones rurales du Kurdistan irakien avait refait surface. Dans ce contexte, le KRG s'est vu contraint d'afficher ses ambitions pour le secteur agricole sous la forme d'un plan stratégique de développement. Ainsi, pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, le gouvernement du Kurdistan s'est-il doté de deux outils : des lois foncières et un plan agricole.
- 31 Nous nous appuyons sur les remarques de Habib Ishow [2003 : 323-324] concernant la loi n° 90 de 1975 pour appréhender ces lois. La loi n° 32 de 2007 créait des exceptions à l'article 8 de 1975 en permettant de dépasser les surfaces autorisées sur les terres

acquises par reconnaissance de dette et sur les vergers cultivés depuis plus de dix ans. La loi n° 1 de 2008 avait trait, elle, à la location, par le KRG, des terres agricoles. Par l'article 3, elle modifiait les catégories des terres louées et leur étendue en les renommant « terres arrosées par les pluies » (250 ha), « terres irriguées sans instruments » (37,5 ha) et « terres irriguées avec instruments » (50 ha). Elle légiférait sur les changements de catégories liés à l'investissement dans les instruments d'irrigation et légiférait également sur la non-reconduction des contrats portant sur les terres dépassant les limites fixées par la loi de 1975 et sur les terres non cultivées pendant trois ans. Elle se référait à la loi n° 5 de 2007 pour définir les indemnisations (art. 6).

- 32 Par la loi n° 1 de 2008, le KRG régula les améliorations techniques apportées par l'exploitant et réduisit la différence entre les tailles maximales autorisées, pour les exploitants possédant un titre de possession et pour les locataires.
- 33 En revanche, les lois de 2007 et 2008 ne statuaient pas sur les relations entre les fermiers et les propriétaires-possesseurs. Ce qui laisse penser que ces relations faisaient l'objet d'une autre loi ou bien d'une simple régulation sociale.
- 34 Ces nouvelles lois permirent au KRG de savoir comment les terres agricoles étaient structurées et, ainsi, de retirer à leurs propriétaires les terres inexploitées, au risque de faire naître des conflits, que mentionnent plusieurs agriculteurs. Elles modifièrent certaines dispositions de la loi de 1975, et ce en faveur des grands possesseurs terriens. Ce qui laisse supposer que le KRG, comme le gouvernement baasiste, avait succombé aux pressions de ces derniers. Alors que le gouvernement régional faisait un premier pas vers la réhabilitation du secteur agricole en légiférant sur l'appartenance des terres, de nombreux fermiers revendiquaient, eux, la propriété des terres³⁵. Si le KRG voulait atténuer les tensions liées aux droits d'usage, il se devait de mieux informer les agriculteurs. Comme, en outre, 74,81 % seulement des terres cultivables étaient exploités, il avait intérêt à encadrer l'accès aux terres afin d'en optimiser l'utilisation. C'est pourquoi, après avoir stabilisé le régime foncier de la région, il mit en œuvre un plan de développement agricole.
- 35 Le plan de 2009 accorde au secteur agricole un rôle prédominant dans le développement socioéconomique du Kurdistan³⁶. Il prévoit d'atteindre l'autosuffisance du *food basket*³⁷ grâce à un meilleur usage des ressources naturelles, humaines, technologiques et financières, et grâce à l'expertise externe. Tablant sur une croissance démographique de 3 % jusqu'en 2013³⁸, ce plan propose d'augmenter massivement la production agricole (tableau p. 142). Il vise à promouvoir les grandes cultures, à organiser la gestion de l'eau au niveau régional, à encourager l'investissement privé, à introduire de nouvelles techniques de production, à privilégier les eaux de surface sur les eaux souterraines et à utiliser des méthodes modernes de gestion des sols.

Plan stratégique pour le secteur agricole (2009-2013) (KRG 2009)

Produits (en tonnes)	2009	2013
Blé	300 000	500 000
Pois chiche	18 972	50 000

Lentilles	1 031	15 000
Légumes	240 000	660 000
Fruits	55 000	250 000
Miel	628	1 200
Tournesol	5 646	25 000
Maïs	–	200 000
Soja	–	9 000
Olives	–	24 000
Viande rouge	100 000	200 000
Viande de poulet	26 000	98 000
Viande de poisson	800	6 700
Produits (en unités)	2009	2013
Œufs	330 millions	646 millions
Lait	200 millions de litres	400 millions de litres

- 36 Le plan s'échelonne sur cinq ans et représente plus de 10 milliards de dollars : 67,08 % vont au Ministère de l'eau ; 29,17 % au Ministère de l'agriculture ; 3,42 % au Ministère des échanges ; 0,33 % vont au Ministère de l'industrie. Ses investissements et ses projets se répartissent entre quatre zones administratives : Erbil, Sulaymaniya, Dohuk et Garmian³⁹. Au total, les différentes autorités se partagent, de façon à peu près égale, 1 865 projets. Le plan est contrôlé par un comité, dont trois membres sur dix ne sont pas directement concernés par celui-ci.
- 37 Les projets du Ministère de l'industrie comprennent la mise en boîte et le séchage des fruits et légumes, le tannage des peaux et la transformation des produits laitiers. Ils laissent une part décisive aux investissements privés. Il est prévu que le Ministère des échanges mette en place des silos et des entrepôts. Pour ce qui est des Ministères de l'eau et de l'agriculture, une multitude de projets sont envisagés et une somme considérable est allouée à la gestion de l'eau. Le plan prévoit la construction de grands et de petits barrages. Chaque projet a sa propre gestion, définie par le Comité d'implantation du plan. Par exemple, la distribution des serres, relevant du Ministère de l'agriculture, est assurée par un directeur général, des chefs d'équipe et des ingénieurs agricoles travaillant pour les gouvernorats. Ce projet a fait naître une nouvelle structure horizontale au sein du KRG.
- 38 Lors de notre enquête de terrain, nous avons suivi de près ce projet de distribution de serres, dont ont bénéficié 11 agriculteurs sur les 22 que nous avons rencontrés. À lui seul, il représente 44 millions de dollars. La subvention diminue progressivement, passant de 100 % en 2010 à 25 % en 2013. Entre 2007 et 2008, 420 serres ont été

attribuées afin de faire connaître le projet. Il était prévu d'en attribuer 1 000 en 2009, mais, au mois de mai, le budget n'était toujours pas disponible⁴⁰.

- 39 Le but affiché est d'augmenter la production maraîchère. Pour obtenir une serre, l'agriculteur doit détenir un droit d'usage ou de location sur un champ doté d'un puits artésien profond. Il doit connaître la culture maraîchère ou la culture sous serre et ne pas avoir déjà reçu ce matériel⁴¹. En outre, il doit mettre en gage sa maison ou un bien de même valeur. Pendant six récoltes de concombres ou de tomates, il doit se laisser guider par les ingénieurs agricoles du KRG. Après ces trois années d'apprentissage, l'agriculteur devient propriétaire de la serre. Tous les projets émanant du Ministère de l'agriculture exigeaient soit qu'on engage un bien soit qu'on rembourse un prêt⁴².
- 40 Les critiques que les agriculteurs formulent à l'encontre du plan du KRG portent sur deux aspects : le manque d'information, d'une part, la durée des prêts et l'accès aux aides, d'autre part. En effet, lors des interviews que nous avons réalisées dans le gouvernorat de Sulaymaniya, peu d'agriculteurs se disaient au courant de ces projets. Seuls ceux qui demandaient concrètement une aide et ceux qui connaissaient des personnes du Ministère de l'agriculture étaient bien informés⁴³. Agriculteurs et professeurs critiquaient tout spécialement les conditions d'accès au prêt : selon eux, les critères requis n'étaient qu'à moitié respectés, les « relations » étant souvent plus décisives. De plus, tous affirmaient que la durée des prêts était trop courte⁴⁴ compte tenu des mauvaises conditions d'exploitation et de pâture⁴⁵, et du mauvais état de santé des animaux. Le marché, lui, souffrait de la concurrence des produits importés, du SDP et du manque de structures de transformation et de stockage. Ainsi, la durée des prêts, les sommes prêtées et les conditions du marché augmentaient fortement le risque d'endettement des agriculteurs et des éleveurs : selon eux, la durée des prêts aurait dû être adaptée à chaque situation.
- 41 Globalement, le projet des serres est considéré par le directeur de ce projet et par les intéressés comme une réussite. Toutefois la diminution progressive des subventions, cumulée à une distribution biaisée par les réseaux de relations, crée des inégalités : les premiers servis souffrent moins de la concurrence interne et peuvent se diversifier plus tôt. Cependant la visibilité du projet et l'existence d'un comité indépendant chargé du choix des bénéficiaires réduisent quelque peu cette tendance.
- 42 La nature même des projets et le fait qu'ils soient limités en nombre et dans le temps rendent inégal l'accès à l'aide gouvernementale. Le Ministère de l'agriculture continue donc de se structurer autour d'aides matérielles ponctuelles plus qu'autour d'une véritable politique sur le long terme.
- 43 En somme, pour la plupart des personnes interrogées, quelques projets mis à part, ce plan ne serait que propagande. L'avenir nous dira si elles avaient raison.
- 44 L'énergie dépensée par certains agriculteurs pour avoir accès à ces projets semble prouver l'intérêt qu'ils leur portent. Notons toutefois que l'exploitation des eaux de surface n'a manifestement pas été mise en œuvre. Par exemple, à Penjween et dans la plaine de Sharazur, des agriculteurs se sont plaints de ne pas avoir reçu d'aide pour restaurer leurs canaux d'irrigation. De plus, actuellement, c'est davantage le forage des puits qui est subventionné.
- 45 L'objectif du plan stratégique du KRG était l'autosuffisance alimentaire. Le projet était ambitieux. Si, comme cela avait été prévu, les infrastructures de transformation, de stockage et d'irrigation avaient été reconstruites, le secteur agricole aurait été à même

de subvenir aux besoins de la population. Toutefois les études préalables et la législation ont sérieusement compromis la réalisation du plan en cinq ans.

Quid de l'autosuffisance alimentaire ?

- 46 Après les horreurs de la fin des années 1980, la région était devenue dépendante du point de vue alimentaire. La vie rurale s'organisait autour des villages-centres. Toutefois, durant les premières années de l'embargo, une partie des agriculteurs était retournée aux champs. Mais l'intensification de la guerre civile et, surtout, l'arrivée de l'aide alimentaire ont étouffé dans l'œuf ce dynamisme. Cette aide, plus facilement disponible dans les villages-centres et les zones périurbaines, a renforcé le rôle de ces espaces. L'aide, venue de l'extérieur, a modifié la perception du travail agricole.
- 47 En 1999, les carences alimentaires avaient diminué, mais était-ce vraiment lié à l'aide de la FAO ? En effet, en 2007 encore, 600 000 personnes avaient difficilement accès à des aliments de qualité, et en quantité suffisante. Toutefois, de manière générale, le travail de la FAO a été apprécié pour ses qualités stabilisatrices.
- 48 Après la chute de Saddam Hussein et la levée des sanctions, le gouvernement régional unifié a sécurisé la région et négocié des contrats pétroliers. En 2009, le KRG n'avait toujours pas réorienté son SDP vers les plus démunis ni rempli de produits locaux le *food basket*. Les différentes aides ont contribué à structurer des administrations partisans, dont le gouvernement a hérité, comme l'a montré le projet des serres.
- 49 Vulgariser l'information relative aux changements législatifs permettrait que soient mieux comprises les réformes foncières et que diminue l'impact des réseaux relationnels. Restructurer les aides suivant un versement direct conditionné à une meilleure gestion des terres et à un meilleur contrôle des nouvelles technologies et des intrants poserait les bases d'une politique agricole plus égalitaire.
- 50 Dans un contexte où la majorité des exploitants du Kurdistan irakien possèdent moins de 20 hectares, l'orientation prise par le KRG de favoriser les grandes exploitations va à l'encontre du retour aux champs des agriculteurs déplacés. Promouvoir des associations de « petits » agriculteurs ne serait-il pas plus viable et plus en adéquation avec le plan stratégique de développement du secteur agricole ?

BIBLIOGRAPHIE

- Bozarslan, Hamit** — 2005, « Le Kurdistan d'Irak aujourd'hui », *Critique internationale* 29 : 25-36.
- Brié, Françoise** — 2006, « Irak : au pays des déportés », *Outre-Terre* 14 : 193-212.
- Bruinessen, Martin van** — 2000, « Les Kurdes, États et tribus », *Études kurdes* 1 : 9-31.
- Graham-Brown, Sarah** — 2000, « Sanctioning Iraq. A Failed Policy », *Middle East Report* 215 : 8-13.

- Ishow, Habib** — 2003, *La politique agraire en Irak de 1920 à 1980 et ses conséquences sur les sociétés rurales*. Paris, Publibook.
- Jabar, Falhed** — 2005, « La répression du soulèvement chiite de 1991 », in C. Kutschera ed., *Le livre noir de Saddam Hussein*. Paris, Oh ! Éditions : 297-315.
- Jmor, Salah** — 1995, *L'origine de la question kurde*. Paris, L'Harmattan.
- Kutschera, Chris** — 2000, « Vers la cantonisation du Kurdistan irakien ? », *Confluence Méditerranée* 34 : 53-61. — 2005, « Un État contre les Kurdes », in C. Kutschera ed., *Le livre noir de Saddam Hussein*. Paris, Oh ! Éditions : 335-405.
- Luizard, Pierre-Jean** — 2004, *La question irakienne*. Paris, Fayard.
- Marx, Karl** — 2010 (1912), *Salaires, prix et profits*. Genève, Entremonde.
- Pellett, Peter L.** — 2003 (2000), « Sanctions, alimentation, nutrition et santé en Irak », in A. Arnove ed., *L'Irak assiégé*. Paris, L'Aventurine : 181-203.
- Postis, Magali de** — 2003, « Le Kurdistan irakien : une autonomie contrôlée », *Revue internationale et stratégique* 49 : 130-137.
- Schneepf, Randy** — 2003, « CRS Report for Congress ». Consultable sur www.nationalaglawcenter.org/assets/crs/RS21516.pdf
- Stansfield, Gareth R.V.** — 2003, *Iraqi Kurdistan*. Londres, Routledge Curzon.
- Steppacher, Rolf** — 2006, « Impératifs et limites de la croissance », *Articulo 2*. Consultable sur <http://articulo.revues.org/884>

NOTES

1. « La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. » Voir le site de la FAO, « Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale », 1996, sur <http://www.fao.org/DOCREP/003/W3613f/W3613f00.HTM>
2. KRG, « The Strategic Plan for Agriculture Sector, 2009-2013 », Erbil, Ministry of Agriculture, 2009.
3. Chaque adulte reçoit mensuellement 9 kg de blé, 3 kg de riz, 2 kg de sucre, 200 g de thé, 250 g de lait en poudre, 1,25 kg d'huile végétale. Voir UNWFP (United Nations World Food Programme), « Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis », Kurdistan Regional Statistics Office, Irak, 2008.
4. Environ 15 % de la population du Kurdistan irakien souffre de malnutrition. Voir UNWFP 2008.
5. En 2007, la population travaillant directement la terre est composée à 5,8 % de fermiers et à 2,5 % de travailleurs agricoles. Voir UNWFP 2008.
6. « Prime Minister's Speech at Agriculture Strategic Planning Conference », 2009. Consultable sur <http://www.krg.org/articles/detail.asp?smap=02040100&lngnr=12&anr=27611&rrnr=268>

8. Parmi les entretiens, 22 ont été menés avec des agriculteurs (dont 11 avaient reçu des serres de la part du gouvernement), 14 avec des professeurs d'écoles d'agriculture, 7 avec des membres du KRG, 2 avec des membres des bureaux agricoles de district, 3 avec des membres du Ministère de l'agriculture, 1 avec le chef du Bureau du gouvernorat de Sulaymaniya, 1 avec un ingénieur agricole engagé dans le suivi du projet des serres. Un entretien a été conduit avec un membre du Conseil national de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

9. Voir aussi Human Rights Watch, « Iraq : Forcible Expulsion of Ethnic Minorities », New York, 2003.

10. Voir note 9.

11. Droit permettant au bénéficiaire de disposer librement de sa terre, de l'exploiter, de la louer, de l'hypothéquer, de la vendre et de la léguer. L'article I de la loi n° 53 de 1976 redéfinit ce droit comme étant un droit de jouissance [Ishow 2003].

12. Droit accordé à un membre d'une tribu qui a exploité un champ pendant plus de quinze ans d'habiter et d'exploiter cette terre.

13. Droit temporaire accordé par l'État [Ishow 2003].

14. R. Steppacher rapporte que le droit de possession ne permet pas d'hypothéquer sa terre pour obtenir un prêt, à la différence du droit de propriété [2006]. Depuis 1976, la grande majorité des agriculteurs ne détiennent qu'un droit de possession.

15. Human Rights Watch, « Iraq's Crime of Genocide. The *Anfal* Campaign against the Kurds », Londres, 1995.

16. Comprenant le nombre d'hectares consacrés à la culture de l'orge, du blé, des pois chiche et des lentilles.

17. FAO, *Annual Statistical Bulletin No. 3, 2001*. Erbil, Ministry of Agriculture.

18. Voir [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/688\(1991\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/688(1991))

19. Pour Peter L. Pellett, les causes « sous-jacentes » sont les revenus, la terre, l'eau, les carburants, l'éducation, la santé et les services ; les causes « fondamentales » sont les ressources, l'économie, la politique [2003 : 186].

20. Voir [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/687\(1991\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/687(1991))

21. La loi électorale stipulait que le poste de dirigeant devait être acquis à la majorité absolue [Kutschera 2005].

22. Voir [http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/986\(1995\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/986(1995))

23. Le montant maximal autorisé est de 1 milliard de dollars par période de quatre-vingt-dix jours. Ce plafond sera supprimé le 17 décembre 1999 (résolution 1284 de l'ONU).

24. Le taux de mortalité infantile passe de 90 ‰ en 1994 à 72 ‰ en 1999 [Graham-Brown 2000].

25. Entre 1995 et 1999, la couverture hivernale des terres diminue de 37 % et celle des tomates de 77 %. Voir FAO, *Annual Statistical Bulletin No. 3, 2001*.

26. Que H. Bozarslan définit comme « l'espace politique d'obéissance à l'État et sa reproduction par la taxation, la cooptation et la redistribution, le tout étant structuré autour de la monarchie » [2005 : 28].
27. « Quand nous disons que la valeur d'une marchandise est déterminée par la quantité de travail "cristallisé" qu'elle contient, nous entendons la quantité de travail nécessaire pour produire, dans une société donnée, dans des conditions moyennes de production, avec une intensité sociale moyenne et une habileté moyenne. » [Marx 2010 (1912) : 45-46]
28. Un employé du Ministère de l'agriculture explique ainsi qu'il ne cultive plus la totalité de ses terres, ayant choisi de travailler en parallèle pour le KRG.
29. Expression d'un membre du Conseil national de l'UPK.
30. Parmi tous ceux que nous avons rencontrés, un paysan seulement s'est vu remettre une moissonneuse-batteuse par la FAO.
31. Un ancien employé de la FAO affirme que certains intrants ont pollué les cultures locales et que leur attribution a été biaisée. Un ingénieur agricole a écrit à la FAO pour dénoncer le fait que certains intrants distribués en Irak étaient interdits en Europe.
32. Lors d'une réunion, un employé qui posait une question critique sur les relations entre le Bureau agricole de Penjween et le ministère s'est vu exclure.
33. Voir l'article d'Andrea Fischer-Tahir dans ce numéro.
34. Au Ministère de l'agriculture, nous n'avons eu accès qu'à deux lois. Textes traduits de l'arabe par Mouad Benjyya. Nous n'avons pas eu accès à la loi n° 5 de 2007.
35. Dans les entretiens, les agriculteurs revendiquent souvent un droit de propriété ou des dédommagements pour les terres agricoles saisies par le gouvernement pour construire les villages-centres. Ces revendications montrent que ces derniers pensent avoir acquis des droits de propriété et qu'ils n'ont pas compris l'impact de la nationalisation des terres.
36. KRG, « The Strategic Plan for Agriculture Sector, 2009-2013 », Erbil, Ministry of Agriculture, 2009.
37. Minimum alimentaire défini par la FAO.
38. La région compterait 5 millions d'habitants en 2013. Voir KRG, « The Strategic Plan for Agriculture Sector, 2009-2013 ».
39. Le débat portant sur l'intégration de Kirkuk, véritable « Texas » du Kurdistan, explique certainement ce choix.
40. Le directeur du projet m'informa qu'il venait de se voir refuser ce budget car le Parlement ne s'était toujours pas prononcé.
41. Notons que certains agriculteurs qui avaient reçu une serre avant le lancement officiel du projet en ont obtenu une seconde pour les féliciter de leur travail.
42. Pour obtenir des semis de blé certifiés, l'agriculteur doit verser la moitié du prix payé par le KRG, ce qui correspond au prix du marché kurde. Pour les pommes de terre, il doit rendre à la fin de la saison un poids égal à celui qu'il a reçu en début de saison.
43. Parmi les agriculteurs qui ont reçu une aide, certains affirment qu'ils ont dû se renseigner eux-mêmes et faire quantité de démarches auprès des différentes instances du KRG. D'autres ont tout simplement reçu une serre lors de la visite de leur exploitation par des membres du ministère.

44. La durée du prêt pour l'achat d'arbres était de trois ans et couvrait au maximum 60 % des coûts. S'élevant à 75 % au maximum, les prêts liés à l'achat d'animaux étaient de un an pour les ovins et de trois ans pour les bovins et les abeilles.

45. Dues au manque de bergers et à la disparition de la culture nomade.

RÉSUMÉS

Résumé :

En 1975, le Kurdistan irakien produit encore 45 % du blé irakien. Malgré les destructions occasionnées par la guerre Iran-Irak (1980-1988) et par l'*Anfal* (1988), lorsque, en 1991, la région acquiert une autonomie de fait via la résolution 688 de l'ONU, le monde agricole, mis à mal, tente de se reconstruire, et ce en dépit du double embargo qui le frappe. L'arrivée de l'aide alimentaire internationale en 1996 réduit l'exploitation des terres et pousse les agriculteurs à chercher d'autres activités rémunératrices dans les villages-centres ou les villes. Avec l'invasion américaine et la nouvelle Constitution irakienne, la zone se stabilise. En janvier 2009, le Gouvernement régional du Kurdistan irakien (KRG) annonce un plan stratégique de développement agricole ayant pour objectif l'autonomie alimentaire dans les cinq années à venir. Un travail de terrain effectué entre mars et mai 2009 dans le gouvernorat de Sulaymaniya nous permet de tirer un premier bilan de ce plan de reconstruction.

In 1975, Iraqi Kurdistan was still producing 45% of the country's wheat, despite the destruction wrought by the Iran-Irak War (1980-1988) and the *Anfal* campaign (1988). When the region acquired, in 1991, de facto autonomy under UN resolution 688, the farming sector, which had seen better times, tried to undertake its reconstruction in spite of the double embargo weighing on it. The arrival of food under international aid in 1996 led to less work being done in the fields as farmers were pushed to look for better-paying jobs in center-villages or towns. Following the American invasion and the adoption of the new Iraqi constitution, Iraqi Kurdistan has been stabilized. In January 2009, the Kurdistan Regional Government (KRG) announced a plan for reconstructing the agricultural sector with the objective of attaining autonomy in the food supply within the coming five years. Fieldwork conducted between March and May 2009 in Sulaymaniya Governorate has provided data for making an initial assessment of this plan.

INDEX

Mots-clés : Kurdistan irakien, Gouvernement régional du Kurdistan, Plan stratégique de développement agricole (2009), tissu rural, aide alimentaire

Keywords : Iraqi Kurdistan, food aid, The 2009 Strategic Plan for Agricultural Sector, Kurdistan Regional Government, rural society